

ECONOMIE

PAIEMENT DE LA DETTE : AU TOUR DES PME

Le règlement d'une partie de la dette (autour de 100 milliards de francs) due par l'Etat à quelque 400 PME devrait débuter la semaine prochaine, a annoncé mercredi le président du Comité interministériel d'audit et de certification des dites créances, Fabrice Andjou Bongo.

Page 4

FAIT DIVERS

DÉCHIQUETÉ PAR UN TRAIN

L'horreur sur la voie ferrée. Germain Nouamba, 32 ans, chef d'équipe entretien réseau ferroviaire à la Setrag, a été littéralement écrabouillé par un train minéralier entre Mbel et Andem, dans le Komo-Kango. Le jeune responsable se serait assoupi entre les rails.

Page 10

SOCIÉTÉ

LE SYNAMAG L'ARME AU PIED



Photo : Kouliga

Le Syndicat national des magistrats du Gabon (Synamag) a dénoncé, mardi devant le Garde des Sceaux, Alexis Boutamba Mbina, qui a reçu son bureau, le "mépris" et le "manque de considération" des autorités, agitant une nouvelle fois le spectre d'une grève en son sein.

Page 8

ECONOMIE

FORMÉS À L'ÉLEVAGE



Photo : D.R.

Des éleveurs porteurs de projets se sont vus offrir mercredi une session de formation par la Société meunière et avicole du Gabon (Smag). Objectif : aider ces derniers à prendre en mains leur propre cheptel et booster, à terme, la performance et la rentabilité de la filière.

Page 5

SPORTS

PANTHÈRES : L'OMBRE D'IBRAHIM NDONG



Photo : D.R.

L'ombre du milieu international Didier Ibrahim Ndong, renvoyé vers son club de Sunderland (Angleterre), a plané hier sur la dernière séance d'entraînement des Panthères du Gabon avant leur départ ce matin pour Bamako où elles affrontent le Mali demain.

Page 12

SOCIÉTÉ

"Le Douk-Douk" : un mois de suspension

Page 8

FAIT DIVERS

Trafiquants d'ivoire

Page 10

SPORTS

2,4 milliards de francs pour le vainqueur de la Can-2017

Page 13

n° 12268 - Vendredi 11 Novembre 2016

41^e année - 24 Pages - 400 Fcfa

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'union

40 ANS A LA UNE

www.lunion.ga

SONAPRESSE, BP 3849 Libreville-GABON. Rédaction : Tél. 01 73 58 60 - Fax : 01 73 58 63. Exploitation Publicité: Tél. 01 73 58 61 - Fax 01 73 58 62

Programme de politique générale du Premier ministre

COMME UNE LETTRE À LA POSTE !



Photo : Bandoma

Le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet a obtenu hier sans coup férir la confiance des députés devant lesquels il présentait son programme de politique générale. Une déclaration à très forte tonalité économique - notre pays entame la "troisième étape de son histoire : celle du développement économique, pour que le progrès profite à tous grâce à un État démocratique", a-t-il indiqué - qui a emporté l'adhésion de 102 élus. Seuls quatre ont voté contre. Une séquence de la vie politique de notre pays, que n'a pu filmer "l'union", l'accès à la salle ayant été interdit à son photographe.

Pages 2, 3 & 4

Pour moi quoi...

Alors là, on a bien aimé le coup de gueule du vice-Premier ministre à propos de la "loi de la jungle" dans l'occupation des terres dans nos centres urbains principalement à Libreville et ses environs.

Il a dit de bonnes choses, exprimé de bonnes intentions et décliné, devant la presse, son "nouvel ordre urbanistique et de l'habitat". Ça, c'est la première fois, dans ce pays, qu'un responsable de son rang et qualité livre ainsi ses intentions tout en précisant de quoi il retournerait au cas où. Toute une politique, tout un programme. Qu'est-ce que c'est merveilleux d'entendre enfin qu'on va mettre un terme à la pagaille et à l'indiscipline. Pour un démarrage en côte, ça promet le turbo devant, quoi.

Seulement voilà, il y a les intentions et la pra-

tique. Les discours intelligents, on connaît par cœur. Des spécialistes, on en a vus et entendus. Finalement, toutes les promesses de changer le paysage de nos villes n'ont été que du vent. Ce qu'on attend, c'est le plan urbanistique des localités telles que Ntoum et Akanda qui évoluent à une vitesse incontrôlable. Que fait-on concrètement pour l'urbanisation, l'accès aux terres, le plan cadastral... ? Libreville, c'est comme un arbre tordu. On aurait dû penser à y mettre de l'ordre quand elle n'était qu'un petit bourg dans les années 70, 80 et même 2000 ? Mais on a laissé faire et voilà où nous en sommes.

L'anarchie est là, la "jungle", encouragée par l'Etat et non par les citoyens. La solution ? C'est créer une nouvelle ville qui réponde aux standards quoi...

... Makaya